

CEFOP

Association
Siège social : 70 rue de Montgeron
91 300 Brunoy
Siren : 349 291 898

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/08/2025

40 rue du Fer à Moulin
75005 Paris
SARL au capital de 120.000 €
RCS Paris 489 421 990
TVA intracommunautaire
FR68489421990

01.40.03.96.35

contact@angel-associes.com



Expertise Comptable, Audit et Conseil inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Paris Ile-de-France
sous le n°140 110 240 001 - Membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris

CEFOP

Association
Siège social : 70 rue de Montgeron
91 300 Brunoy
Siren : 349 291 898

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31/08/2025

Mesdames et Messieurs les Membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre association relatifs à l'exercice clos le 31/08/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/09/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la note «Principes Comptables» de l'annexe des comptes annuels : nous vous informons que la note «Principes Comptables» de l'annexe des comptes annuels précisent les règles d'application des conventions comptables et les méthodes d'évaluation retenues. Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Membres de l'Association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux Membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la

continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

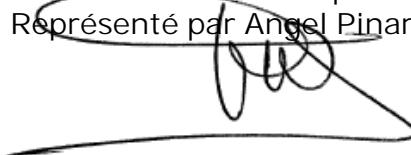
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 22 décembre 2025

ANGEL & ASSOCIES

Commissaire aux comptes

Représenté par Angel Pinar

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Angel Pinar', written over the printed name.

BILAN ACTIF

CEFOP

		2024-2025			2023-2024
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET N-1
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :	-	-	-	-
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
	- Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés	-	-	-	-
	- Autres Immobilisations Incorporelles	-	-	-	-
	- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-	-
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :	-	-	-	-
	- Terrains	-	-	-	-
	- Constructions	1 844,96	792,47	1 052,49	1 181,71
	- Installations techniques, matériel et outillage	19 664,33	19 023,36	640,97	1 560,01
	- Amélioration des sols et des milieux	-	-	-	-
	- Autres Immobilisation Corporelles	55 334,42	54 670,89	663,53	877,32
	- Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	-	-	-	-
	- Biens reçus par legs ou donations destinés à être	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	76 843,71	74 486,72	2 356,99	3 619,04
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :	-	-	-	-
	- Participations et créances rattachées	15,24	-	15,24	15,24
	- Autres titres immobilisés	7 500,00	-	7 500,00	7 500,00
	- Prêts	20 646,86	-	20 646,86	29 947,86
	- Autres Immobilisations financières	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28 162,10	-	28 162,10	37 463,10
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	105 005,81	74 486,72	30 519,09	41 082,14
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	-	-	-	-
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	-	-	-	-
	CREANCES :	-	-	-	-
	- Créances clients, usagers et comptes rattachés	449 022,32	-	449 022,32	1 011 243,85
	- Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
	- Autres	10 286,51	-	10 286,51	3 418,71
	TOTAL CREANCES	459 308,83	-	459 308,83	1 014 662,56
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	50 114,00	-	50 114,00	50 114,00
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE	-	-	-	-
	DISPONIBILITES	699 177,09	-	699 177,09	323 453,08
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	23 338,33	-	23 338,33	20 784,00
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	1 231 938,25	-	1 231 938,25	1 409 013,64
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)	-	-	-	-
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)	-	-	-	-
	ECARTS DE CONVERSION ACTIF ()	-	-	-	-
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	1 336 944,06	74 486,72	1 262 457,34	1 450 095,78

BILAN PASSIF CEFOP

PASSIF		Exercice N 2024-2025	Exercice N-1 2023-2024
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES	-	-
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	-	-
	- Fonds propres statutaires	-	-
	- Fonds propres complémentaires	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	-	-
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	-	-
	- Fonds propres statutaires	-	-
	- Fonds propres complémentaires	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	-	-
	ECARTS DE REEVALUTION	-	-
	RESERVES	-	-
	- Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
	- Réserves pour projet de l'entité	-	-
	- Autres réserves	-	-
	TOTAL RESERVES	-	-
ASSOCIÉS	REPORT A NOUVEAU	898 792,53	896 550,37
	RESULTAT DE L'EXERCICE	- 59 138,88	2 242,16
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	839 653,65	898 792,53
	Fonds propres consommables	-	-
	Subventions d'investissement	-	-
	PROVISION REGLEMENTEES	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	839 653,65	898 792,53
	FONDS REPORTEES ET DEDIES	-	-
	- Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
	- Fonds dédiés	-	-
	TOTAL FONS REPORTEES ET DEDIES (II)	-	-
	PROVISIONS	-	-
	- Provisions pour risques	-	-
	- Provisions pour charges	-	-
	TOTAL PROVISIONS (III)	-	-
DETTES	DETTES	-	-
	- Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-
	- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-
	- Emprunts et dettes financières diverses	-	-
	- Avances et acomptes reçus	-	2 676,72
	- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 004,61	1 579,49
	- Dettes des legs ou donations	-	-
	- Dettes fiscales et sociales	55 119,18	64 467,69
	- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
	- Autres dettes	366 679,90	482 579,35
	- Instruments de trésorerie	-	-
	- Produits constatés d'avance	-	-
	TOTAL DETTES (IV)	422 803,69	551 303,25
	- Ecart de conversion passif (V)	-	-
TOTAL DU PASSIF		1 262 457,34	1 450 095,78

III. COMPTE DE RESULTAT CEFOP SAINT-PIERRE

CEFOP SAINT-PIERRE OF-CFA ARRETE DES COMPTES 24-25

	Exercice 2024-2025	Exercice 2023-2024	Ecart en €	Ecart en %
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Prestation de services	1 729 540,00	1 915 905,40	- 186 365,40	- 9,73
Conventions de formation apprentissage	1 208 643,53	1 281 750,05	- 73 106,52	- 5,70
Convention de formation	479 467,35	573 160,35	- 93 693,00	- 16,35
Frais de restauration OPCO	35 301,40	43 945,00	- 8 643,60	- 19,67
Frais de 1er équipement	5 450,00	17 050,00	- 11 600,00	- 68,04
Frais de mobilité	-	-	-	-
Sorties et voyages	677,72	-	677,72	-
Participations de l'Etat et des collectivités publiques	-	6 666,74	- 6 666,74	- 100,00
Aide de l'Etat	-	6 666,74	- 6 666,74	- 100,00
Autres produits de gestion courante	11 404,68	-	11 404,68	-
Produits divers	11 404,68	-	11 404,68	-
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-	5 000,00	- 5 000,00	- 100,00
Reprises sur provisions d'exploitation	-	5 000,00	- 5 000,00	- 100,00
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1 740 944,68	1 927 572,14	- 186 627,46	- 9,68
CHARGES D'EXPLOITATIONS				
Autres charges et charges externes	412 317,26	465 668,73	- 53 351,47	- 11,46
Prestations de services :	135 741,04	124 652,87	11 088,17	8,90
Restauration des apprentis	31 904,75	35 073,11	- 3 168,36	- 9,03
Nettoyage des locaux	44 189,14	-	44 189,14	-
Gardiennage et sécurité	1 823,25	-	1 823,25	-
Prestations diverses (informatique, reprographie,...)	16 119,71	56 138,81	- 40 019,10	- 71,29
Autres prestations de services	41 045,79	33 275,42	7 770,37	23,35
- dont redevance ADMTC	32 350,00	23 505,00	8 845,00	37,63
Sorties et voyages	658,40	165,53	492,87	297,75
Achats de matières et fournitures :	62 547,31	83 755,23	- 21 207,92	- 25,32
Energie et Fluides	50 929,98	49 763,91	1 166,07	2,34
Fourniture pour l'atelier, la restauration et l'entretien	-	1 341,89	- 1 341,89	- 100,00
Fournitures administratives	9 712,59	14 056,90	- 4 344,31	- 30,91
Fournitures pédagogiques (1er équipement)	1 904,74	18 592,53	- 16 687,79	- 89,76
Services extérieurs :	214 028,91	257 260,63	- 43 231,72	- 16,80
Locations immobilières (Fondation et parking)	180 304,31	217 467,39	- 37 163,08	- 17,09
Location mobilières	3 686,49	3 286,44	400,05	12,17
Entretiens et réparations	3 310,08	7 962,47	- 4 652,39	- 58,43
Contrats de maintenance	8 875,78	10 980,61	- 2 104,83	- 19,17
Primes d'assurance	2 949,17	3 308,97	- 359,80	- 10,87
Rémunération d'intermédiaires et d'honoraires	8 173,52	7 189,02	984,50	13,69
Information, publications, relations publiques	1 938,20	1 294,54	643,66	49,72
Déplacements, missions et réceptionss	3 009,24	2 916,75	92,49	3,17
Frais postaux, de télécommunication et services bancaires	1 782,12	2 736,61	- 954,49	- 34,88
Cotisations	-	117,83	- 117,83	- 100,00
Impôts, taxes et versements assimilés	1 166,67	5 244,76	- 4 078,09	- 77,76
Impôts liés aux locaux	1 166,67	4 820,76	- 3 654,09	- 75,80
Autres impôts et taxes	-	424,00	- 424,00	- 100,00
Charges de personnel	1 387 201,05	1 499 581,46	- 112 380,41	- 7,49
Rémunération du personnel	884 115,10	992 284,92	- 108 169,82	- 10,90
- dont rémunérations transférées au CEFOP	150 389,65	202 370,15	- 51 980,50	- 25,69
Rémunérations frais pédagogiques	100 067,86	68 705,92	31 361,94	45,65
Frais de formation du personnel	800,00	-	800,00	-
Charges sociales et assimilées	335 116,80	373 135,13	- 38 018,33	- 10,19
- dont charges sociales transférées au CEFOP	57 077,49	90 059,13	- 32 981,64	- 36,62
Charges fiscales et sociales	67 101,29	65 455,49	1 645,80	2,51
- dont taxes transférées au CEFOP	19 705,42	28 839,76	- 9 134,34	- 31,67
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 262,05	1 397,98	- 135,93	- 9,72
Dotations aux provisions	-	-	-	-
Autres charges de gestion courante	5 317,95	9 304,51	- 3 986,56	- 42,85
- dont pertes sur créances irrécouvrables	3,97	8 474,52	- 8 470,55	- 99,95
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	1 807 264,98	1 981 197,44	- 173 932,46	- 8,78
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 66 320,30	- 53 625,30	- 12 695,00	23,67

**CEFOP SAINT-PIERRE OF-CFA
ARRETE DES COMPTES 24-25**

	Exercice 2024-2025	Exercice 2023-2024	Ecart en €	Ecart en %
PRODUITS FINANCIERS				
Autres intérêts et produits assimilés	7 181,42	5 273,33	1 908,09	36,18
Reprises sur dépréciations des éléments financiers	-	-	-	-
TOTAL	7 181,42	5 273,33	1 908,09	36,18
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts	-	-	-	-
Dotations pour dépréciations	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-
RESULTAT FINANCIER	7 181,42	5 273,33	1 908,09	36,18
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Autres produits exceptionnels	-	51 574,59	- 51 574,59	- 100,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Autres charges exceptionnelles	-	980,46	- 980,46	- 100,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-	50 594,13	- 50 594,13	100,00
RESULTAT DE L'EXERCICE	- 59 138,88	2 242,16	- 61 381,04	- 2 737,59

IV. ANNEXES AUX COMPTES DE L'OGEC CEFOP SAINT-PIERRE

A. INFORMATIONS GENERALES

1. Identification de l'Ogéc, objet social, activités, moyens mis en œuvre :

Le CENTRE DE FORMATION PERMANENTE SAINT-PIERRE dénommée CEFOP SAINT-PIERRE a été créé en 1988.

L'association a pour objet :

- Aider les jeunes et les adultes et, au-delà de la formation initiale, à réaliser un projet professionnel, dans l'esprit des valeurs d'inspiration chrétienne.
- Former des apprentis ou des stagiaires en situation d'alternance emploi/travail/formation ou des salariés en formation continue pour tout niveau de diplôme ou de certification : du CAP au Doctorat, dans le cadre des contrats d'apprentissage ou de professionnalisation, et tout autre dispositif de formation professionnel.
- Répondre aux besoins de tous les acteurs : branches, organisations, entreprises et collectivités publiques, salariés ou personnes à la recherche d'un emploi, pouvoirs publics, dans le cadre d'un réseau collaboratif ouvert de partenaires, universités, écoles, lycées et organismes de formation, et faire de l'apprentissage et plus généralement de la formation en alternance un levier de développement de l'emploi.

Les principales actions réalisées sont les suivantes :

- PEE (action financée par la Région) avec des entrées-sorties tout au long de l'année
- Formations ponctuelles de groupe de 12 stagiaires
- CEJ financée par la Mission Locale
- Titre Pro ADVF en soustraitance du GRETA 91
- 4 BTS en alternance :
 - Gestion de la petite et moyenne entreprise (GPME 1 classe)
 - Support à l'action managériale (SAM 2 classes)
 - Professions immobilières (PI 2 classes)
 - Management commercial opérationnel (MCA 2 classes)

- Moyens mis en œuvre :
 - Une partie du personnel est mis à disposition par ASPI (Administratif) en complément du personnel OGEC du CEFOP et fait l'objet d'une refacturation
 - Les locaux utilisés par le CEFOP sont mis à disposition par ASPI et fait l'objet d'une refacturation

2. Faits marquants de l'exercice :

Un nouveau bachelier a été ouvert à la rentrée 2025 mais la fermeture de la classe de 1^{ère} année de BTS GPME et des filières Bac pro ont impacté la structure et donc la refacturation inter association

3. Evénements postérieurs à la clôture :

Contenu de la rubrique :

- Pas d'événement post-clôture.

B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. Durée et dates de l'exercice comptable :

Proposition de rédaction :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025.

2. Référentiel comptable :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août N ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la [nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat \(édition 2023\)](#) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

3. Dérogations aux principes et méthodes comptables :

Pas de commentaire

4. Changements comptables :

Pas de commentaire

C. NOTES SUR LE BILAN :

1. Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (**TABLEAU I**).

Si elle existe, la variation de l'écart de réévaluation au cours de l'exercice figure dans le tableau de variation des fonds propres (

TABLEAU V).

Les compléments de valeur constatés lors de la réévaluation figurent dans le tableau des mouvements des immobilisations, qui contient des informations sur les valeurs d'origine des immobilisations réévaluées. (TABLEAU I).

Les amortissements supplémentaires pratiqués du fait de la réévaluation figurent dans le tableau des mouvements des amortissements (**TABLEAU II**).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Équipement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint ([TABLEAU II](#)).

1) Dépréciations d'éléments d'actif :

Les créances sont dues auprès de nos financeurs. Il n'y a pas de provision et pas de mouvement sur cet exercice

2. Échéance des créances et des dettes :

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint ([TABLEAU III](#)).

Les créances sont ventilées en 2 catégories (moins d'un an et plus d'un an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (moins d'un an ; d'un an à cinq ans ; plus de 5 ans) en application du plan comptable général.

3. Evaluation des valeurs mobilières de placement :

Un tableau des valeurs mobilières de placement est joint ([TABLEAU IV](#)). Il fait état, par catégorie de titres, des différences d'évaluation entre la valeur historique et la valeur de marché.

En cas de moins-value latente (correspondant à une valeur historique supérieure à la valeur de marché), une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des valeurs mobilières de placement au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations ([TABLEAU IV](#)).

4. Fonds propres :

Un tableau de variation des fonds propres est joint (

[TABLEAU V](#)*).*

5. Provisions :

Pas de mouvement de provision sur cet exercice.

D. [NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :](#)

1. Information sur les concours publics et les subventions :

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint ([TABLEAU VI](#)).

2. Effectif employé pendant l'exercice :

		Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4
ETP moyen		20,89	19,87	19,74	18,50
Nombre	EMPLOYES	4	4	4	4
	AGENTS DE MAITRISE	2	2	2	2
	CADRES	48	46	44	40

3. Honoraires des commissaires aux comptes :

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à : 6073.52 €

4. Rattachement des charges et des produits à l'exercice :

Pas de précisions particulières à apporter

5. Charges et produits exceptionnels :

Pas de précisions particulières à apporter

E. Sommaire des tableaux

TABLEAU I : TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS	11
TABLEAU II : TABLES DES MOUVEMENTS DE AMORTISSEMENTS	12
TABLEAU III : ÉTAT DES ECHEANCES ET DES DETTES ET SURETES REELLES CONSENTIES.....	13
TABLEAU IV : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT.....	13
TABLEAU V : TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES.....	14
TABLEAU VI : TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTION	14

TABLEAU I : TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par réévaluation)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice	Valeur d'origine des immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement									
	Frais de recherche et de développement									
	Donations temporaires d'usufruit									
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires									
	Autres immobilisations incorporelles									
	Immobilisations incorporelles en cours									
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles									
TOTAL I				-	-	-	-	-	-	-
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)									
	Constructions	Sur sol propre								
		Sur sol d'autrui		1 844,96					1 844,96	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			19 664,33					19 664,33	
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements		47 514,27					47 514,27	
		Matériel de transport								
		Matériel de bureau et informatique		7 511,09					7 511,09	
		Mobilier								
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses		309,06					309,06		
	Immobilisations corporelles en cours								-	
	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles								-	
Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés								-		
TOTAL II				76 843,71	-	-	-	-	76 843,71	
FINANCIERES	Participations et créances rattachées			15,24					15,24	
	Autres titres immobilisés			7 500,00					7 500,00	
	Prêts et autres immobilisations financières			29 947,86			9 301,00		20 646,86	
	TOTAL III			37 463,10	-	-	9 301,00	-	28 162,10	
TOTAL GENERAL (I + II + III)				114 306,81	-	-	9 301,00	-	105 005,81	

TABLEAU II : TABLES DES MOUVEMENTS DE AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES				Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice	Amortissements supplémentaires sur immobilisations
INCORPORELLES	Frais d'établissement								
	Frais de recherche et de développement								
	Donations temporaires d'usufruit								
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et								
	Autres immobilisations incorporelles								
TOTAL I			-	-	-	-	-	-	-
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains								
	Constructions	Sur sol propre						-	
		Sur sol d'autrui	663,25	129,22			792,47		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		18 104,32	919,04			19 023,36		
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, matériel de transport	47 382,50	29,80			47 412,30		
Matériel de bureau et informatique			6 765,54	183,99			6 949,53		
Mobilier							-		
Cheptel et immobilisations corporelles			309,06	-			309,06		
TOTAL II			73 224,67	1 262,05	-	-	74 486,72		
TOTAL GENERAL (I + II)			73 224,67	1 262,05	-	-	74 486,72		-

TABLEAU III : ÉTAT DES ECHEANCES ET DES DETTES ET SURETES REELLES CONSENTIES

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	20 646,86	2 877,00	17 769,86
Autres créances			
Sous-total créances de l'actif immobilisé	20 646,86	2 877,00	17 769,86
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	449 022,32	449 022,32	
Créances reçues par legs et donations	-	-	
Autres créances (à détailler si besoin)	10 286,51	10 286,51	
Sous-total créances de l'actif circulant	459 308,83	459 308,83	-
TOTAL CREANCES	479 955,69	462 185,83	17 769,86

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-				
Emprunts et dettes financières divers	-				
Sous-total dettes financières					
Dettes fournisseurs	1 004,61	1 004,61			
Dettes des legs et donations	-				
Dettes fiscales et sociales	55 119,18	55 119,18			
Dettes sur immobilisations	-				
Autres dettes	366 679,90	366 679,90			
Sous-total autres dettes	422 803,69	422 803,69			
TOTAL DETTES	422 803,69	422 803,69			

TABLEAU IV : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

(en €)	à la clôture (31/08/N)						à la clôture précédente (31/08/N-1)					
Type de titre	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente
ACTIONS	50114	50114		50114	0	0	50114	50114		50114	0	0

TABEAU V : TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
Fonds propres avec droit de reprise					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Report à nouveau	896 550,37	2 242,16			898 792,53
Excédent ou déficit de l'exercice	2 242,16	2 242,16		59 138,88	59 138,88
Situation nette (sous-total)	898 792,53	-	-	59 138,88	839 653,65
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL DES FONDS PROPRES	898 792,53	-	-	59 138,88	839 653,65

TABEAU VI : TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTION

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi		6 666,74
Forfaits d'externat		
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics		
Sous-total concours publics	-	6 666,74
Subventions État		
Subventions Régions		
Subventions Départements		
Subventions Communes et groupements de communes		
Autres subventions d'exploitation		
Report de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	-	-
Total concours publics et subventions d'exploitation	-	6 666,74